

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

18 FÉVRIER 1976.

PROJET DE LOI

modifiant certaines dispositions de la loi communale, du Code rural, de la législation sur le régime de pensions du personnel communal et assimilé et réglant certaines conséquences des fusions, annexions et rectifications des limites des communes réalisées par la loi du 30 décembre 1975.

1. - AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. SCHYNS.

Article 1.

Remplacer le 2° et le dernier alinéa de cet article par ce qui suit :

« 2° Dans les communes de 5 000 à 10 000 habitants, le conseil communal peut nommer un receveur communal, aux conditions fixées conformément à l'article 84, § 1;

» 3° Dans les communes de moins de 5 000 habitants et lorsque le conseil communal d'une commune de 5 000 à 10 000 habitants décide de ne pas nommer un receveur communal, ces fonctions sont remplies par un receveur régional.

» Le receveur régional est nommé par le conseil communal sur proposition du gouverneur de la province, conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi ».

Art. 2.

Modifier comme suit le texte de cet article :

« L'alinéa I^{er} de l'article 114ter de la loi communale est remplacé par la disposition suivante: « Les receveurs régionaux exercent leurs fonctions sous l'autorité du collège des bourgmestre et échevins, » ».

Voir:

782 (1975-1976) :

- NU 1: Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

18 FEBRUARI 1976.

WETSONTWERP

tot wijziging van sommige bepalingen van de gemeentewet, het Veldwetboek, de wetgeving op de pensioenregeling van het gemeentepersoneel en het daarmee gelijkgestelde personeel en tot regeling van sommige gevolgen van de samenvoegingen, aanhechtingen en wijzigingen van grenzen van gemeenten verwezenlijkt door de wet van 30 december 1975.

1. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER SCHYNS.

Artikel 1.

Het 2° en het laatste lid van dit artikel vervangen door wat volgt :

« 2° In de gemeenten met 5 000 tot 10 000 inwoners kan de gemeenteraad een gemeenteontvanger benoemen overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 84, § 1;

» 3° In de gemeenten met 5 000 en minder inwoners, en wanneer de gemeenteraad van een gemeente met 5 000 tot 10 000 inwoners beslist geen gemeenteontvanger te benoemen, wordt dat ambt uitgeoefend door een gewestelijke ontvanger.

» De gewestelijke ontvanger wordt door de gemeenteraad benoemd op voorstel van de gouverneur van de provincie, overeenkomstig de voorwaarden en op de wijze bepaald door de Koning ».

Art. 2.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het eerste lid van artikel 114ter van de gemeentewet wordt door de volgende bepaling vervangen: « De gewestelijke ontvangers oefenen hun ambt uit onder het gezag van het college van burgemeester en schepenen » ».

Zie:

782 (1975-1976) :

- N° 1: Wetsontwerp.

An. J.

A la troisième ligne, remplacer les mots

« Le receveur communal local »

par les mots

« Tout receveur communal ou régional ».

Art. 14.

Au § 1, cinquième ligne, après les mots

« pour les services énumérés ci-après : »

insérer ce qui suit :

« La recette communale dans les communes de 5 000 à 10 000 habitants lorsque le conseil communal décide de nommer un receveur communal ».

Art. 23.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Par dérogation aux dispositions de l'article 114 de la loi communale, dans les communes issues d'une fusion ou d'une annexion de communes réalisée à partir du 1^{er} janvier 1977 et qui étaient toutes desservies par un receveur régional, les fonctions de receveur communal seront attribuées, pour la première nomination et à titre définitif, à un candidat qui exerçait les fonctions de receveur régional dans la province, pour autant qu'il réponde aux conditions arrêtées par le conseil communal ».

Art. 24.

Supprimer cet article.

Art. 26.

Remplacer le premier alinéa de cet article par ce qui suit :

« Chaque fois qu'un emploi de receveur régional devient vacant dans leur province d'origine, le gouverneur propose aux conseils communaux concernés, un receveur régional visé à l'article 25, selon les règles de priorité fixées par lui »;

Art. 28.

Au premier alinéa, quatrième ligne, remplacer les mots

« 10 000 habitants »

par les mots

« 5 000 habitants ».

Art. 29.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Les communes qui ne relèvent pas de la compétence des commissaires d'arrondissement, c'est-à-dire celles comptant plus de 5000 habitants, pouvaient avoir un receveur local.

Le projet de loi prévoit que dorénavant seules les communes comptant plus de 10 000 habitants pourront encore procéder à la nomination d'un receveur local. Toutes les autres communes seront desservies par un receveur régional.

La situation différente selon les communes ne permet pas de déterminer avec certitude si le travail exigé dans une commune de 5000 à 10 000 habitants permet d'occuper un receveur full-time. Par ailleurs « une fonction publique » est souvent ce qu'en fait son titulaire. Il est certain que le receveur communal doit devenir de plus en plus

Art. 3.

Op de derde regel, de woorden

« De plaatselijke gerueentcontvanger »

vervangen door de woorden

« Elke gemeenteontuanger of getuwestelijke ontuanger ».

Art. 14.

In § 1, op de zesde regel, na de woorden

« opgesomde diensten : »

de volgende tekst invoegen :

« De gemeentelijke ontuangeren in de gemeenten van 5.000 tot 10.000 inwoners u/anneer de gemeenteraad beslist een gemeenteontuanger te benoemen ».

Art. 23.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« In afwijking van de bepalingen van artikel 114 van de gemeentewet, in de gemeenten tot stand gekomen vanaf 1 [anuari 1977 door samenuoeging of aanhechting van gemeenten die alle door een gewestelijke ontuanger werden bediend, wordt het ambt van gemeenteontvanger, voor de eerste benoeming en op definitieve wijze, toegekend aan een kandidaat die in de provincie het ambt van gewestelijke ontuanger uitoefende, voor zover bij beantwoording aan de door de gemeenteraad vastgestelde voorwaarden ».

Art. 24.

Dit artikel weglaten.

Art. 26.

De tekst van het eerste lid wijzigen als volgt :

« Telkens als een ambt van gewestelijke ontuanger in hun provincie van herkomst openvalt, stelt de gouverneur aan de betrokken gemeenteraden, overeenkomstig de prioriteitsregels die hij vaststelt, een in artikel 25 bedoelde gewestelijke ontvanger voor ».

Art. 28.

In het eerste lid, op de vierde regel, de woorden

« 10 000 inwoners »

vervangen door de woorden

« 5 000 inwoners ».

Art. 29.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De gemeenten die niet onder de bevoegdheid vallen van de arrondissementscommissarissen, d.w.z., die met meer dan 5000 inwoners, mochten een plaatselijke onrvanger benoemen.

Het wetsontwerp bepaalt dat voortaan alleen gemeenten met meer dan 10000 inwoners nog een plaatselijke onrvanger zullen mogen benoemen. Alle andere gemeenten zullen door een gewestelijke ontvanger worden bediend.

Op grond van de toestand, welke verschilt van gemeenter tot gemeenter, kan niet met zekerheid worden bepaald of het werk in een gemeenter met 5000 tot 10000 inwoners een betrekking van een voltijdse onrvanger rechtvaardigt. Een "openbaar ambt" is trouwens veelal hergeen de titularis ervan maakt. Nu is het wel zo dat de gemeente-

un véritable conseiller financier des communes. Il s'agit de redéfinir ses fonctions et responsabilités, et autres que celles de comptable communal.

L'amendement tend donc à permettre aux communes de 5 000 à 10 000 habitants, qui le désirent, de nommer un receveur communal. Les autres pourront être desservies par des receveurs régionaux.

Il tend également à renforcer l'autonomie communale en donnant aux conseils communaux le pouvoir de se prononcer sur les candidatures des receveurs régionaux, qui leur seront présentées par le gouverneur de la province.

Le projet de loi prévoit, en effet, que les receveurs régionaux seront nommés et travailleront sous l'autorité du gouverneur, ce qui semble inadmissible. Le receveur régional, nommé par le gouverneur et travaillant sous son autorité, devient un "agent de la tutelle", ce qui est contraire à l'esprit qui a animé les membres du Parlement, selon lequel l'autonomie communale doit être élargie.

Les autres amendements tendent à conserver aux receveurs régionaux actuels les mêmes avantages, lorsqu'ils seront engagés dans une commune, à titre de receveur communal. Nous prévoyons aussi que le premier choix des communes, pour désigner un receveur communal, doit se faire parmi les receveurs régionaux, afin que ceux-ci trouvent un emploi le plus près possible de leur domicile. Cela permettra d'occuper presque tous les receveurs régionaux.

G. SCHYNS.

A. LERNOUX.

A. MAGNEE.

H. PIERRET.

R. BRIMANT.

II. - AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. VERROÏEN.

Art. 15.

Compléter cet article par un nouvel alinéa, libellé comme suit :

« Si la fusion ou l'annexion d'une commune s'accompagne, par rapport à une tierce commune, d'une rectification de limites territoriales, d'une importance telle qu'un tiers au moins de la population y est impliquée, le secrétaire communal et le garde champêtre choisissent librement, entre les deux communes, celle où ils sont repris en service ».

JUSTIFICATION.

Si une rectification des limites territoriales revêt une importance telle qu'un tiers au moins de la population y est impliquée, il est sûrement permis de parler d'une scission de la commune. Dans ce cas, les prestations du secrétaire communal et du garde champêtre peuvent être utilisées aussi bien dans l'une que dans l'autre des nouvelles communes.

En laissant le choix aux membres du personnel, on atteint un rendement maximum étant donné que ce choix est sans aucun doute inspiré par des considérations psychologiques.

Art. 16.

Entre les deux derniers alinéas, insérer un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Les agents appartenant à une commune de moins de 5 000 habitants qui, lors de la fusion, fait également l'objet

ou d'un autre service communal, finit-il à l'avis de l'administration » pour le gémecntc, plus, Zijn ambr en zijn rakcu die nter dczclde, zijn als die van de gcrccnrcckcuplicuig, moeren opnicuw gdcfiniecd worden.

Het amendement wil dus de gemccnrcn met 5.000 tot 10.000 inwoners desgewoont ccn gcmccnrcntvangcr larcn bcnoemcn. De andere gemccnrcn zullen kunnen worden hcdicd door gcwcstclijkc onrvangers.

Hcr amcndcmcnt wil revens de gcrccnrcclijkc autoncmie versterkcn door aan de gcmccnrcadeu de bcvoegdheid te vcrlencn zich uit te spreken over de kandidaruren voor her ambr van gcwcstclijkc onrvanger, die hun door de provinciegouvcrneur worden voorgedrgcn.

Het wersonwerp bepaalt immers dat de gewestelijke ontvangers benoemd worden door de gouverneur en onder diens gezag hun ambr uioefeneu, hetgeen als onaanvaardbaar voorkomt. De gewestelijke ontvanger die door de gouverneur benoemd wordt en onder zijn bevoegdheid werkt, wordt een « agent van de toezichhoudende overheid », hetgeen in strijd is met de opvattingen van de leden van het Parlement volgens wie de gemeenterijke autonomie moet worden uitgebreid.

De andere amendementen willen dezelfde voordelen bewaren voor de huidige gewestelijke ontvangers wanneer zij als gemeenteontvanger in een gemeente worden aangeworven. Ook stellen wij voor dat de eerste keuze van de gemeenten om een gemeenteontvanger aan te wijzen moet gebeuren tussen de gewestelijke ontvangers, ten einde deze laatste de mogelijkheid te bieden een ambr te vinden dat zo dicht mogelijk bij hun woonplaats moet worden uitgeoefend. Dank zij die bepaling zullen bijna alle gewestelijke ontvangers tewerkgesteld kunnen worden.

II. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER VERROKEN.

Art. 15.

Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt :

« Indien de samenuoeging of de aanhechting van een gemeente gepaard gaat met een grenscorrectie ten overstaan van een derde gemeente, die van zullie omuang is dat ten minste een derde van de bevolking erbij betrokken is, kiezen de gemeentesecretaris en de veldwachter vrij in welke van de twee gemeenten ze opnieuw in dienst genomen worden ».

VERANTWOORDING.

Indien een grenscorrectie van zulkdanige omvang is dat er minimum een derde van de bevolking bij betrokken is, dan kan men gerust spreken van een opsplitsing van de gemeente. Alsden kunnen de prestaties van de gemeentesecretaris en van de veldwachter evengoed in de ene als in de andere van de nieuwe gemeenten gebruikt worden.

Door aan de personeelsleden zelf de keuze te laten, wordt een maximum rendement bereikt, omdat de keuze ongetwijfeld ook is ingegeven door psychologische overwegingen.

Art. 16.

Tussen de laatste twee leden, een nieuw lid invoegen, luidend als volgt :

« Eenzeljde heuze geldt eueneens voor die personeelsleden beborende tot een gemeente L'an minder dan 5 000 imooners

d'une rectification des limites territoriales d'une importance égale à celle qui est visée (1) deuxième alinéa de l'article 15, peuvent également opérer le même choix ».

JUSTIFICATION.

La justification est la même que celle de l'amendement à l'article 15, s'il s'agit de petites communes qui occupent effectivement un petit nombre d'agents.

Art. 30.

Remplacer le troisième alinéa de cet article par ce qui suit:

« Les secrétaires et recelleurs communaux qui n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle nomination et qui, à la date de l'installation du conseil communal, sont âgés de cinquante-cinq ans au moins peuvent, à leur demande, être mis à la pension dès l'âge de soixante ans, à condition qu'ils comptent au moins trente années de services admissibles pour la pension. Le conseil communal peut rejeter cette demande, s'il estime que la mise à la pension prématurée est contraire aux intérêts d'une bonne administration »;

JUSTIFICATION.

1° L'amendement reprend une partie de la promesse faite à Spa en 1975 par le Ministre de l'Intérieur devant le Congrès national des receveurs communaux, le Ministre y ayant déclaré: « Pour ce qui est de la pension, on se souviendra que, lors des fusions de 1964, de 1970 et de 1971, on a prévu la possibilité d'accorder une pension complète à partir de l'âge de 60 ans, à condition que l'intéressé compte trente années de service. Peut-être pourrait-il être envisagé de proroger cette possibilité pendant cinq ans après les fusions: de ce fait, les personnes qui, au moment des fusions, seraient âgées de 55 ans, pourraient profiter de cette mesure pendant cinq années supplémentaires, c'est-à-dire jusqu'à l'âge de 60 ans »;

2° L'amendement accorde une période d'adaptation de cinq ans à cette catégorie de titulaires de grades légaux qui n'ont pas fait l'objet d'une nouvelle nomination. Compte tenu de l'âge de ces agents et de l'impact psychologique qui résulte de l'absence d'une nouvelle nomination dans leurs anciennes fonctions, cette mesure est amplement justifiée.

Comme les secrétaires et receveurs communaux sont les seuls à perdre leurs fonctions actuelles, il se justifie que cette mesure de faveur leur soit uniquement réservée à titre de compensation. C'est surtout lors des fusions rurales qu'il sera impossible de leur attribuer dans le futur cadre du personnel un emploi dit « équivalent »;

III. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. VANKEIRSBILCK.

Article 1.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit:

« L'article 114 de la loi communale est remplacé par les dispositions suivantes:

» Article 114. - Les fonctions de receveur communal sont conférées et exercées conformément aux dispositions suivantes:

» 1° dans les communes de 5 000 habitants et plus, le receveur communal est nommé par le conseil communal, aux conditions fixées conformément à l'article 84, § 1;

die, bi; de s(111c1/1-oegillg. ool: hi) grncscorrectie betrokken urordt u/aarvan de ontaug dczeljde is als dic ontsclircuen in bet tu/cede lid uau artikel, el 15".

VERANTWOORDING.

Ecnzelfde verantwoordig als voor het amendement hij artikel 15 kan hier gelden indien her om kleine gemccnten gaar, waar inderdaad wcinig personcel is tcwerkgsrclld.

Art. 30.

Het tweede lid van dit artikel vervangen door wat volgt:

« Zij kunnen dit verzoek te allen tijde doen. De niet herbenoemde gemeentesecretarissen en -ontuangers die op de datum van de installatie van de gemeenteraad ten minste vijfenvijftig [aar oud zijn, kunnen uana] de leeftijd van zestig [aar, zo zij] ten minste dertig pensioengerechtigde dienst- [aren tellen, op hun verzoek op pensioen gesteld u'orden. De gemeenteraad kan dit verzoek «[u/iizen, zo hi; oordeelt dat de vervroegde oppensioenstelling niet strookt met de vereisten van een goed beheer ».

VERANTWOORDING.

1° Het amendement herneemt een gedeelte van de belofte gedaan door de Minister van Binnenlandse Zaken op het Nationaal Congres van de gemeenteontvangers in 1975 te Spa, waar hij verklaarde: « Voor wat het pensioen aangaar herinnert u zich dat men tijdens de fusies van 1964, 1970 en 1971 de mogelijkheid voorzag een volledig pensioen re te kennen vanaf 60 jaar, op voorwaarde dat de geïnteresseerde dertig jaar dienst zou tellen. Misschien zou men in overweging kunnen nemen die mogelijkheid nog te verlengen gedurende vijf jaar na de samenvoegingen: zij die op het ogenblik van de fusies 55 jaar zouden zijn, zouden dus van deze maatregel vijf jaar langer kunnen genieten, t.z., als ze 60 jaar worden »;

2° Het amendement verleent aan die categorie van niet herbenoemde titularissen van wettelijke graden een aanpassingsperiode van vijf jaar, wat is gelet op hun ouderdom en de psychologische weerslag van het feit dat zij niet in hun vroeger ambt herbenoemd zijn - meer dan gerechtvaardigd is.

Dat die gunstmaatregel als compensatie alleen wordt voorbehouden aan de gemeentesecretarissen en -ontvangers, wordt verantwoord door het feit dat alleen zij hun huidige ambt verliezen. Vooral bij landelijke fusies zal het onmogelijk zijn om hen in het toekomstig personeelskader een zogenaamd « gelijkwaardig » ambt toe te kermen.

J. VERROKEN.

III. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER VANKEIRSBILCK.

Artikel 1.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt:

« Artikel 114 van de gemeentetu/et wordt door uolgende bepalingen ueruangen:

» Artikel 114. - Het ambt van gemeenteontuanger wordt begeuen en uitgeoejend ouereenkornstig, de uolgende bepalingen:

» 1° in de gemeenten met 5 000 en meer intooners toordt de gemeenteontuanger benoemd door de gemeenteraad met inachtneming van de uooruraarden bepaald ouereenkornstig, artikei 84, § 1;

„ 2^{me} dans les communes de moins de 5 000 habitants, les fonctions de receveur communal sont remplies par des receveurs régionaux ».

» Les receveurs régionaux sont nommés par le gouverneur, conformément aux conditions et modalités fixées par le Roi. Le gouverneur désigne les communes dans lesquelles d'eux exerce ses attributions ».

JUSTIFICATION.

1. L'extension territoriale au plan local avait pour but de créer des entités disposant d'un appareil administratif éprouvé, d'une plus large autonomie et de possibilités financières accrues. Jusqu'à présent, on avait admis le principe selon lequel le conseil communal des communes de 5000 habitants et plus pouvait nommer un receveur communal. Avant l'opération de fusion, sur 2359 communes, 447 comptaient 5000 habitants et plus (31 décembre 1973). A partir du 1^{er} janvier 1977, 480 communes sur 598 compteront 5000 habitants et plus.

Porter à 10 000 au moins le nombre d'habitants requis pour pouvoir nommer un receveur communal ne répond pas à l'objectif de l'extension territoriale, étant donné qu'il s'agit d'une atteinte à l'autonomie communale. Ainsi, à partir du 1^{er} janvier 1977, on priverait 201 communes (soit la différence entre 310 communes de moins de 10 000 habitants et 109 communes de moins de 5000 habitants) du droit de faire nommer un receveur communal par leur conseil communal.

2. D'après l'Institut national de Statistique, 447 communes sur 2359 comptaient plus de 5000 habitants au 31 décembre 1973. Ce nombre correspond théoriquement à 447 emplois de receveur communal. En vertu de la loi du 30 décembre 1975 il ne restera plus, au 1^{er} janvier 1977, que 589 communes, dont 480 comptant plus de 5000 habitants.

On dénombre actuellement 409 receveurs communaux. La modification du projet de loi dans le sens préconisé par l'amendement a un résultat positif: tous les receveurs communaux actuels pourront être confirmés dans leurs fonctions et, sur les 427 receveurs régionaux, 71 (480-409) pourront d'emblée être retenus pour la fonction de receveur communal.

3. En vertu de la loi du 30 décembre 1965, il subsistera au 1^{er} janvier 1977, 279 communes de 10000 habitants et plus et 168 communes de moins de 10000 habitants. En théorie, cette situation risque de compromettre les emplois de 168 (447-279) receveurs communaux.

4. Dans l'optique d'une gestion communale moderne, le receveur communal peut être considéré comme le conseiller financier du collège des bourgmestre et échevins. Par conséquent, sa mission, qui est bien plus vaste qu'une tâche purement comptable, justifie sans aucun doute la création d'un emploi à plein temps dans les communes de 5000 habitants et plus.

5. La création de la fonction de receveur régional dans les communes de 5000 à 10000 habitants enlève au personnel de ces administrations communales toute possibilité de promotion.

6. La mesure proposée dans le projet de loi ne répond pas au principe prévu au chapitre 2 du Titre II de l'exposé des motifs. En page 4 de cet exposé on peut lire qu'une organisation rationnelle est difficilement compatible avec l'utilisation d'agents relevant d'autorités différentes.

7. Nous comptons les problèmes des receveurs régionaux. Nous estimons toutefois que leur qualité d'agent de l'Etat doit permettre de résoudre ceux-ci de manière équitable en faisant appel à l'administration centrale.

Art. 5.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Compte tenu de l'amendement à l'article 1, l'article 5 est superflu.

Art. 23.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit:

« Par dérogation aux dispositions de l'article 114 de la loi communale, les fonctions de receveur communal dans les

2^{me} des communes de moins de 5000 habitants sont remplies par des receveurs régionaux ».

» De getoestelijke ontvangers worden door de gouverneur benoemd onder de voorwaarden en op de wijze bepaald door de Koning. De gouverneur uijst de gemeenten aan waarin ieder van hen zijn ambt zal uitoefenen ».

VERANTWOORDING.

1. De schaalvergroting op het lokale vlak had tot doel bestuurskrachtige entiteiten tot stand te brengen met meer autonomie en ruimere financiële mogelijkheden. Tot op heden werd het beginsel aanvaard dat elke gemeente met 5000 en meer inwoners door zijn gemeenteraad een gemeentenvanger mocht laten benoemen. Voor de fusieoperatie waren er op de 2359 gemeenten 447 gemeenten met 5000 en meer inwoners (31 december 1973). Vanaf 1 januari 1977 zullen er op de 589 gemeenten 480 gemeenten zijn met 5000 en meer inwoners.

Het verhogen van het aantal inwoners tot 10 000 om een gemeentenvanger te mogen benoemen beantwoordt niet aan het doel dat men zich bij de schaalvergroting gesteld heeft: daar dit een afzwakking van de gemeentelijke autonomie betekent. Vanaf 1 januari 1977 zouden aan 201 gemeenten (het verschil tussen 310 gemeenten met minder dan 10 000 inwoners en 109 gemeenten met minder dan 5 000 inwoners) het recht ontnomen worden om in de toekomst nog door hun gemeenteraad een gemeentenvanger te laten benoemen.

2. Volgens het Nationaal Instituut voor de Statistiek waren er op 31 december 1973 op de 2359 gemeenten 447 gemeenten met meer dan 5 000 inwoners. Dit stemt theoretisch overeen met 447 betrekkingen van gemeentenvanger. Ingevolge de wet van 30 december 1975 blijven er op 1 januari 1977 nog 589 gemeenten over waarvan 480 met meer dan 5 000 inwoners.

Op dit ogenblik zijn er 409 gemeentenvangers. Het wijzigen van het wetsonwerp in de zin zoals voorgesteld door het amendement heeft als positief resultaat dat men enerzijds alle huidige gemeentenvangers in hun betrekking zal kunnen bevestigen en anderzijds kunnen er van de 427 gewestelijke ontvangers onmiddellijk (480-409) 71 in aanmerking komen voor een betrekking van gemeentenvanger.

3. Ingevolge de wet van 30 december 1975 zijn er per 1 januari 1977 nog 279 gemeenten met 10000 en meer inwoners en 168 gemeenten met minder dan 10000 inwoners. Dit zou theoretisch de betrekking van 168 (447-279) gemeentenvangers in gevaar brengen.

4. In de optiek van een modern gemeentelijk management kan de gemeentenvanger beschouwd worden als de financiële adviseur van het college van burgemeester en schepenen. Zijn opdracht is dan ook ruimer dan een taak van zuiver boekhoudkundige aard. Dit verantwoordt ongetwijfeld reeds een full-time betrekking in de gemeenten met 5 000 en meer inwoners.

5. Het inschakelen van de functie van gewestelijk ontvanger in de gemeenten van 5000 tot 10000 inwoners ontnemt de kans op promotie voor het personeel van deze gemeenteschuren.

6. De in het ontwerp voorgestelde maatregel beantwoordt niet aan het principe dat voorgesteld wordt in hoofdstuk II van Titel II van de memorie van toelichting. In deze memorie lezen wij op bladzijde 4 dat een rationele organisatie bezwaarlijk verenigbaar is met de inzet van personeelsleden die onder verschillende overheden ressorteren.

7. Wij brengen begrip op voor de problemen met betrekking tot de gewestelijke ontvangers. Vermits zij rijksambtenaren zijn menen wij echter dat hun problemen een rechrvaardige oplossing moeten vinden via het centraal bestuur.

Art. 5.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

In het licht van het amendement bij artikel 1 wordt artikel 5 overbodig.

Art. 23.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt:

« In afwijking van de bepalingen van artikel 114 van de gemeentewet wordt in de gemeenten tot stand gekomen

COMMUNES issues d'une fusion de communes réalisée à partir du 1^{er} janvier 1977 et qui sont toutes desservies par un receveur régional, sont attribuées par le conseil communal à un candidat qui occupait les fonctions de receveur régional dans la province. Cette procédure s'applique à la première nomination à titre définitif et pour autant que le candidat remplisse les conditions fixées par le conseil communal". »

JUSTIFICATION.

Cet amendement apporte une solution au problème des receveurs régionaux dans le cadre de l'autonomie communale.

Art. 28.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

L'article 28 devient sans objet par suite de l'amendement à l'article 23.

Art. 29.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

L'article 5 initial est supprimé.

uaua] 1 januari 1977 door satnenuocgiug val/ gemeenten die alle door een geïncstelijs ontuanger bediend toorden, door de gemeenteraad het ambt van gemeenteontuanger toegewezen aan een kandidaat die het ambt van geïncstelijs ontuanger ueroulde in de prouincie. Dit geldt voor de eerste benoeming ten deinitieuen titel en/ voor zover de kandidaat voldoet aan de door de gemeenteraad gestelde voorwaarden ».

VERANTWOORDING.

Dit amendement biedt een oplossing voor het probleem van de gewestelijke ontvangers binnen het raam van de gemeentelijke autonomie.

Art. 28.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Artikel 28 wordt zonder voorwerp, ingevolge het amendement bij artikel 23.

Art. 29.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Het oorspronkelijke artikel 5 wordt weggelaten.

E. VANKEIRSILCK.

G. WILLEMS.

P. DE CLERCQ.

F. COLLA.

C. TALBOT.

IV. - AMENDEMENT
PRESENTE PAR M. ANCIAUX.

Art. 48.

Supprimer, « in fine » du premier alinéa, les mots « à l'exception de l'article 11, qui entre en vigueur le jour de la publication de la loi ».

IV. - AMENDEMENT
VOORGESTELD DOOR DE HEER ANCIAUX.

Art. 48.

« In fine » van het eerste lid de woorden « met uitzondering van artikel 11, dat in werking treedt op de dag van de bekendmaking van de wet » weglaten.

V. ANCIAUX.

V. - AMENDEMENTS
PRESENTES
PAR MM. SCOKAERT ET HARMEGNIES.

Article 1.

1. - Remplacer le 1^o par ce qui suit :

« 1^o Dans les communes comptant plus de 5 000 habitants, en exécution de l'article 130 de la loi communale, le rece-

V. - AMENDEMENTEN
VOORGESTELD
DOOR DE HEREN SCOKAERT EN HARMEGNIES.

Artikel 1.

1. - 1^o vervangen door wat volgt :

« 1^o In de gemeenten die ouereenkomstig artikel 130 van de gemeentewet meer dan 5 000 inwoners tellen, wordt de

l'arr. (011/111/1/11) est nommé et par le conseil communal 111/X conditions fixées conformément à l'article 84, § 1 ».

2. - Remplacer le 2° par ce qui suit:

« 2°. Dans les communes comptant 5 000 habitants et moins, en exécution de l'article 130 de la loi communale, les fonctions de receveur communal sont remplies par des receveurs régionaux ».

JUSTIFICATION.

Le projet porte atteinte à l'autonomie communale, étant donné qu'étendre la compétence des receveurs régionaux des communes de 5 000 à celles de 10 000 habitants reviendrait à imposer à près de 55 % des communes, un agent du pouvoir central pour administrer leurs finances.

Les receveurs régionaux étant des agents de l'Etat, la solution de leurs problèmes doit être trouvée dans le cadre du statut des agents de l'Etat.

La solution de ce problème ne peut en aucune manière aggraver la situation de certains fonctionnaires communaux subissant déjà les séquelles des fusions de communes.

Le but avoué de ces fusions étant le renforcement de l'autonomie communale par la création d'entités plus viables, il apparaît anormal d'affaiblir, par la disposition critiquée, cette autonomie en remplaçant un agent communal par un agent du pouvoir central.

En outre, la pratique démocratique qu'il est très difficile, sinon impossible, à un receveur régional, de gérer normalement les finances de plusieurs communes comprises entre 5 000 et 10 000 habitants.

Dans l'hypothèse où la réforme de l'organisation des services financiers communaux préconisée par l'Union des villes et des communes belges devrait aboutir, la concentration entre les mains d'un agent du pouvoir central de tous les problèmes relatifs aux finances communales ne ferait que renforcer l'ingérence de celui-ci dans les affaires communales.

Art. 3.

Compléter cet article par un nouvel alinéa libellé comme suit:

« Le maximum du cautionnement est fixé à 1 million de francs ».

JUSTIFICATION.

Il ne convient pas de laisser au seul pouvoir exécutif, le soin de fixer par arrêté royal un maximum qui, de tout temps, a été la prérogative du législateur.

S'il apparaît souhaitable d'accorder au Roi le soin de fixer les montants « minimum » et « maximum » pour chaque catégorie de communes, il convient de conserver dans la loi la fixation d'un maximum absolu, qui ne pourra être modifié que par l'intervention du législateur.

Le maximum absolu proposé tient compte, dans la mesure du possible, de l'évolution du coût de la vie depuis la dernière modification de l'article 115 de la loi communale qui, le 10 novembre 1939, fixait le maximum à 100 000 francs.

Art. 6.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Les décrets du 14 décembre 1789 et des 16-24 août 1790 confiant aux pouvoirs municipaux le soin de veiller par des mesures de police appropriées au maintien de l'ordre public afin de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police est une affaire relevant essentiellement de l'autonomie communale.

gencenteontuanger door de gemcenteraad benoemd, met inachtneming van de uooruwaarden bepaald ouereenkomstig artikel 84, II".

2. - 2° remplacer par ce qui suit:

« 2° In de gemeenten die ouereenkomstig artikel 130 van de gemeentewet 5 000 inwoners en minder tellen, wordt het ambt van gemeenteontuanger vervuld door gewestelijke ontuangers ».

VERANTWOORDING.

Het ontwerp doet afbreuk aan de gemeentelijke autonomie omdat het uitbreiden van de bevoegdheid van de gewestelijke ontvangers van gemeenten met 5 000 inwoners tot die met 10 000 inwoners, erop neer komt aan 55 % van de gemeenten een ambtenaar van het hoofdbestuur op te dringen voor het beheer van hun financiën.

Aangezien de gewestelijke ontvangers behoren tot het Rijkspersoneel, dienen hun problemen te worden opgelost in het kader van het statuut van het Rijkspersoneel.

De oplossing voor dit vraagstuk mag in geen geval de toestand van sommige gemeenteambtenaren, die reeds de gevolgen ondergaan van de samenvoegingen van gemeenten, verslechteren.

Aangezien het doel dat men beweert na te streven met die samenvoegingen, erin bestaat de gemeentelijke autonomie te versterken door de oprichting van meer leefbare eenheden, lijkt het abnormaalom, via de betwiste bepaling, deze autonomie te verzwakken door het vervangen van een gemeenteambtenaar door een ambtenaar van het hoofdbestuur.

Bovendien leert de ervaring ons dat het voor een gewestelijke ontvanger zeer moeilijk, zonet onmogelijk is op een normale manier de gelden van verscheidene gemeenten met 5000 tot 10000 inwoners te beheren.

In de veronderstelling dat de door de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten voorgestelde hervorming van de organisatie van de gemeentelijke financiële diensten tot een goed einde wordt gebracht, zou de concentratie van alle gewestelijke financiële aangelegenheden in handen van een ambtenaar van het hoofdbestuur slechts de bemoeiing van dit laatste mer de gemeentelijke aangelegenheden in de hand werken.

Art. 3.

Dit artikel aanvullen met een nieuw lid, luidend als volgt:

« Het maximumbedrag van de zekerheid is vastgesteld op 1 miljoen frank ».

VERANTWOORDING.

Men mag niet uitsluitend aan de uitvoerende macht de zorg overlaten door middel van een koninklijk besluit een maximum bedrag vast te stellen, hetgeen tot nog toe steeds tot de prerogatieven van de wetgever behoorde.

Even goed als het wenselijk blijkt aan de Koning de zorg over te laten voor elke categorie van gemeenten het minimum en het maximumbedrag te bepalen, moet de wet een absoluut maximum vaststellen, dat slechts door de wetgever zal kunnen worden gewijzigd.

Het voorgestelde absolute maximumbedrag houdt in de mate van het mogelijke rekening met de ontwikkeling van de levensduurte sinds de laatste wijziging van artikel 115 van de gemeentewet, waardoor dat maximumbedrag op 10 november 1939 op 100 000 frank vastgesteld werd.

Art. 6.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Krachtens de decreten van 14 december 1789 en van 16-24 augustus 1790 moeren de gemeenrebesturen door gepaste poliriernaarregelen waken voor de handhaving van de openbare orde, ten einde de inwoners een degelijke bescherming door de politie te bezorgen; die materie behoort dus essentieel tot de gemeentelijke autonomie.

Il n'est en conséquence ni besoin de porter de 3000 à 10000 habitants la population minimum qu'une commune devrait atteindre pour justifier d'une place de commissaire de police. La commune doit en celle manière aller en route économique, ce qui implique le maintien pur et simple des dispositions actuelles de la loi communale.

Art. 7.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Les nouvelles dispositions tendent à réduire les prérogatives du bourgmestre tout en étendant celles de l'autorité de tutelle dans un domaine essentiellement dominé par le principe de l'autonomie communale.

Le bourgmestre se verrait privé du libre choix dont il dispose actuellement en ce qui concerne la désignation d'un commissaire de police en chef dans lequel il doit pouvoir placer son entière confiance.

Donner à cette désignation un caractère nouveau d'automatisme et de permanence porte une nouvelle fois atteinte au principe de l'autonomie communale.

Art. 8.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

L'adoption de l'article nouveau à insérer dans la loi communale pourrait conduire si l'on n'y prenait garde et contrairement au seul vœu de rationalisation exprimé par l'auteur, à la suppression de la police communale et à son remplacement, à l'instar de ce qui existe dans d'autres pays, par une police d'Etat qui, sans être confondue avec le Corps national de la gendarmerie, ne dépendrait plus de l'autorité communale.

La confusion qui en résulterait à partir d'un équipement, d'un habillement et d'un armement commun constituerait non seulement une atteinte à l'autorité communale, mais pourrait conduire par des chemins imprévisibles à une atteinte aux libertés fondamentales de ce pays.

A. SCOKAERT.

L. HARMEGNIES.

VI. - AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. COLLA.

Article 1.

Supprimer cet article.

Art. 4.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

La recette régionale a prouvé son efficacité durant plus de quarante ans.

Son bon fonctionnement sous tous les rapports n'a jamais donné lieu à la moindre critique. Au contraire, les Ministres de l'Intérieur successifs se sont plu, sans exception, à louer son efficacité.

Dès lors, nous ne voyons pas pourquoi la situation actuelle devrait être modifiée, d'autant plus qu'aucune disposition bien précisée n'a encore été prise au sujet du statut futur des commissaires d'arrondissement.

Derhalve is het grens van 10.000 inwoners, het minimum aantal inwoners, dat een gemeente moet bereiken om politicommissaris te kunnen benoemen. De gemeenteraad moet er zeker van zijn dat de gemeente inderdaad inwoners heeft die de gemeenteraad volledig kan vervullen, hetgeen impliciet is dat de huidige bepalingen van de gemeenteraad gewoon behouden blijven.

Art. 7.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De nieuwe bepalingen zijn erop gericht de voorrechten van de burgemeester te beperken, terwijl zij die van de toezichtende overheid uitbreiden op een gebied dat vooral door het beginsel van de gemeentelijke autonomie beheerst wordt.

De burgemeester zou niet meer over de vrije keuze beschikken welke hij reus heeft met betrekking tot de aanwijzing van een hoofdpolitiecommissaris, in wie hij een blind vertrouwen moet kunnen stellen.

Wordt aan die aanwijzing een nieuw automatisch en beslist karakter gegeven, dan komt het beginsel van de gemeentelijke autonomie andermaal in het gedrang.

Art. 8.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De aanneming van het nieuwe, in de gemeenteraad in te voegen artikel zou, indien men er niet voor waakt en in tegenstelling met de enige bedoeling van de auteur — namelijk te rationaliseren — kunnen leiden tot de afschaffing van de gemeentelijke politie en tot haar vervanging, naar het voorbeeld van wat in andere landen is gebeurd, door een Rijkspolitie die, zonder dat zij daarom zou opgaan in het nationaal Rijkswachtkorps, niet meer zou afhangen van de gemeentelijke overheid.

De daaruit voortvloeiende verwarring — mede ingevolge een gemeenschappelijke rusting, kleding en bewapening — zou via allerlei onvoorzienbare omwegen uiteindelijk een gevaar kunnen inhouden voor de fundamentele vrijheden in dit land.

VI. - AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER COLLA.

Artikel 1.

Dit artikel weglaten.

Art. 4.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

De gewestelijke onvrugrij heeft gedurende meer dan veertig jaar haar doeltreffendheid bewezen.

De degelijke werking ervan is al haar aspecten gaf nooit aanleiding tot kritiek. Integendeel, de opvolgende Ministers van Binnenlandse Zaken waren, zonder uitzondering, akkoord om de doeltreffendheid ervan te loven.

Wij zien dan ook niet in waarom de huidige toestand zou moeten worden gewijzigd, te meer daar ontruim het roekorstig statuut van de arrondissementcommissarissen nog geen wettelijke schikkingen werden genomen.

F. COLLA.

P. DE CLERCQ.